



Le droit à l'information des agents de la FPH

Montreuil, le 25 mars 2025

Le décret n°2023-845 du 30 août 2023 portant sur la communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions fut publié en application de l'article L. 115-7 du code général de la fonction publique qui transposait la directive 2019/1152 du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes dans l'Union européenne.

Cet article prévoit que les agents publics reçoivent communication des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions. En application de cet article, le décret fixait la liste des éléments qui sont communiqués et détermine également les modalités de cette communication.

Depuis le 1^{er} février, le décret est codifié dans le Code Général de la Fonction Publique en ses articles R 115-3 à R 115-6. C'est au décours de cette étape de codification que le groupe de travail fédéral CGFP versant FPH a ressorti cette obligation réglementaire qui ne semble appliquée nulle part.

Le groupe de travail fédéral CGFP versant FPH a donc créé des documents afin de permettre aux syndicats CGT de la FPH de faire appliquer cette obligation d'information. Sont donc mis à disposition des syndicats les documents suivants :

- ▶ un tract explicatif à destination des agents : à diffuser afin de faire connaître cette obligation légale et inciter les collègues à en faire la demande ;
- ▶ un modèle de courrier avec lequel les agents peuvent exiger de leur employeur la communication des infos ;
- ▶ un modèle de mail pour que les syndicats exigent de leur direction l'application de la réglementation ;
- ▶ pour les syndicats toujours, un modèle du contenu du document qui doit être transmis aux agents afin que les directions «n'oublient» aucun élément. Ce modèle, qui cible la FPH, est un copié-collé d'une des annexes de l'arrêté du 30 août 2023. Le document que les directions ont l'obligation de fournir à l'agent doit reprendre l'exhaustivité des items.

Le groupe de travail CGFP FPH et le secteur revendicatif restent disponibles pour tout complément d'information.